

Paris, le 16 août 2012

Objet : Appel à des mesures d'urgence pour protéger les populations syriennes

Monsieur le Président de la République,

En mémoire des relations historiques entre la France et la Syrie, au nom des valeurs de la République, nous vous adressons cette solennelle et urgente requête.

Comme l'avez vous-même dénoncé, la répression barbare du régime Al Assad contre son propre peuple atteint aujourd'hui un niveau d'horreur inégalé depuis le début des protestations pacifiques.

On recense à ce jour 24 600 martyrs, dont 1903 enfants ; 914 morts sous la torture, dont beaucoup de mineurs; 212 000 détenus, dont la plupart subissent des sévices ; des dizaines de milliers de disparus ainsi que de blessés laissés sans soins ; des centaines de milliers d'habitants délibérément privés d'eau, de nourriture, d'électricité, de soins comme à Homs et dans maintes autres villes; des dizaines de milliers de réfugiés en situation précaire aux frontières. Ces chiffres augmentent d'heure en heure.

Les dernières nouvelles confirment la dévastation méthodique du pays. Au-delà du cas emblématique d'Alep, certaines villes comme Deir Al Zor sont détruites en grande partie. La menace d'user d'armes non conventionnelles de divers types fait craindre le pire. Les bombardements atteignent également un patrimoine archéologique inestimable comme celui d'Alep, pourtant placé sous la protection de l'UNESCO. Non content de semer la désolation à l'intérieur, le clan au pouvoir multiplie les manœuvres de déstabilisation à l'extérieur du pays, en particulier au Liban.

Les Syriens ont attendu vainement depuis 17 mois que la communauté internationale mette en œuvre les moyens de faire respecter le droit humanitaire international :

- une enquête internationale et une campagne d'information sur les crimes¹ de cette terreur d'État ;
- l'inculpation des responsables du régime et de ses agents à travers la saisine de la Cour pénale internationale ;
- des sanctions économiques et financières d'un niveau et d'une extension permettant vraiment d'entraver l'appareil de répression et de favoriser les défections ;
- l'hébergement et le ravitaillement décents des réfugiés, avec l'envoi massif de moyens sanitaires et alimentaires ;
- une protection effective des civils (zone d'exclusion aérienne, couloirs humanitaires sécurisés, sanctuarisation des hôpitaux, liberté d'accès aux ONG, fourniture de matériel de communication...) ;
- un embargo total sur les armes destinées à la répression (vecteurs, munitions, pièces détachées, instructeurs et conseillers).

Toutes tendances et confessions confondues, les opposants réclament aujourd'hui des pressions accrues sur le régime et ses derniers soutiens, ainsi que les moyens concrets d'assurer leur défense dans la guerre sans merci qu'il a déchainée contre la société civile.

¹ Cf. Rapport de l'enquête déjà achevée sur le massacre survenu le 25 mai 2012 dans la ville de Houla, attestant les " crimes contre l'humanité " de la part des forces gouvernementales et des Chabbiha.

Malgré l'inertie du Conseil de sécurité des Nations Unies, nombre de ces moyens peuvent être promptement mis en œuvre par des pays « amis de la Syrie », notamment afin d'empêcher ou de dissuader les opérations aériennes (grâce au brouillage des transmissions, entre autres).

Les Syriens ne comprennent pas que leurs appels au secours restent ignorés alors que leurs villes se meurent et que leurs habitants se terrent dans une détresse dont les médias occidentaux ne peuvent rendre compte que de manière partielle. À leurs yeux comme aux nôtres, tout attentisme, fût-il dicté par le prudent respect des procédures diplomatiques, revient à laisser s'accomplir le massacre et à ruiner pour longtemps les chances d'une Syrie libre et démocratique.

La France a déjà prouvé, dans des circonstances différentes mais qui suscitaient de semblables alarmes, qu'elle savait efficacement mobiliser, en intelligence avec ses partenaires, les moyens d'exercer la « responsabilité de protéger » qui incombe à toute nation lorsqu'un peuple est en danger, c'est-à-dire d'assurer la sauvegarde des civils tout en préservant leur prérogative de choisir leur avenir en toute indépendance. C'est pourquoi nous vous prions de tout entreprendre dans les jours qui viennent pour hâter l'arrêt des massacres, garantir la survie et l'intégrité des populations.

Au moment où la France préside le Conseil de sécurité de l'ONU, il lui appartient de peser dès maintenant de tout son poids pour y parvenir et ainsi aider le peuple syrien, en relation avec les différents pays détenant des clefs d'une issue positive, à tirer un trait sur le régime Al Assad, à retrouver sa liberté et sa dignité et à établir un État de droit.

Nous avons l'espoir que vous serez celui dont l'action décisive confortera les chances de la paix et de la liberté dans cette région du monde.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Signataires : Hala Kodmani (présidente de l'association SouriaHouria, " Syrie Liberté "); Hala Alabdalla (cinéaste); Marcel Bozonnet (ex-administrateur de la Comédie-Française); Joëlle Burnouf (professeure d'Archéologie médiévale à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne); Abdul Rauf Darwich (maître de conférences à l'Université d'Angers, président du Collectif du 15 mars pour la Démocratie en Syrie); Michel Kilo (Membre du Forum démocratique syrien); Gérard Lauton (Université Paris-Est Créteil, coordinateur de "l' Appel Solidarité Syrie "); Monzer Makhous (coordonnateur des relations extérieures du Conseil national syrien en Europe); Michel Morzière (porte-parole du Collectif Urgence Solidarité Syrie); Georges Sabra (membre du Bureau exécutif du Conseil national syrien); Béatrice Soulé (productrice et réalisatrice, coordinatrice de " Une vague blanche pour la Syrie "); Emmanuel Wallon (professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre, coordinateur de l'Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien); Elias Warde (professeur à l'Université Paris-Sud).

Copies : Mmes et MM les présidents des groupes parlementaires, responsables de partis politiques et d'ONG, associations et organismes s'étant prononcés contre la répression en Syrie.